Centre Dentaire
QUARTIER DE LA SANTÉ
GRAND OUVERT...
SELON VOTRE HORAIRE
Dre GINETTE MARTIN
B.A., B.Sc., D.M.D., Fellow ICOI
Chirurgienne dentiste
1037, St-Denis, #203, Montréal, H2X 3H9
T 514.284.1975 • F 514.284.1818
CENTREDENTAIREDUQUARTIERDELASANTE.COM

EM Échos Montréal
VOL. 30 NO. 11
NOVEMBRE 2023
30 ANS !
PRÈS DE 100 000 LECTEURS

Ici, tous les aînés ont les moyens !
Démonstration : revenus et coûts
Voir p. 9 ›››

CLINIQUE DENTAIRE DU VIEUX-MONTRÉAL
UNE VISITE CHEZ NOUS VOUS FERA SOURIRE
Gamme complète de traitements dentaires
Nous acceptons les nouveaux patients et les urgences
Maintenant ouvert le samedi de 9h à 16h
400, rue St-Jacques Ouest, bureau 101
514-843-4895 Square-Victoria
Dr. Michel Kakon
Dre. Lisa McGregor
Dre. Wendy Fox
Dr. Gabriel Kakon
Dentistes - généralistes
Dr. Karim Chalaby
Parodontiste
Première consultation gratuite *Valeur 74$
WWW.CDVMONTREAL.CA

L'EXODUS PALESTINIEN

P. 2, 7

© hosnysalah

ENTREVUE EXCLUSIVE LUC RABOUIN

P. 4-5

■ Éditorial : La haine fanatique P.02
■ La pauvreté en mode économique P.06
■ Immobilier : Où en est le marché immobilier ? P.12

MICHÈLE BOUCHARD
COURTIER IMMOBILIER
RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
514-983-5695
Sutton
GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST
ELODIE BOUCHARD
MCGILL BCOM,
COURTIER IMMOBILIER RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
EBOUCHARDIMMO@GMAIL.COM • 514-688-5695

514-933-5800 | mbouchard@sutton.com | MBOUCHARD.CA

ÉDITORIAL

LA HAINE FANATIQUE

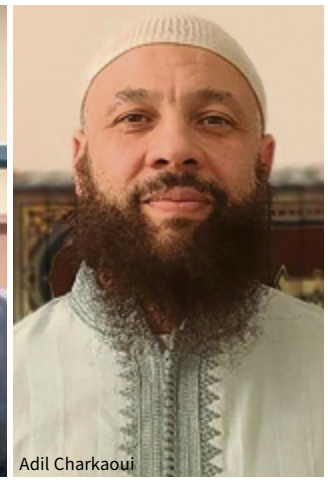
Vincent Di Candido

Dans notre monde radicalisé, nous assistons à une dérive morale qui se transpose dans l'actualité sous les actions de gens apparemment incapables de dissocier leurs idéologies activistes de la violence.

Cela s'illustre par le fanatisme de citoyens, qui sous prétexte de ne pas avoir leur mot à dire par rapport aux décisions de leurs dirigeants, **se croient autorisés à utiliser le terrorisme** comme argumentaire **et la violence physique pour** exprimer leurs points de vue, **souvent au détriment de personnes innocentes** qui n'ont elles-mêmes rien à voir avec l'injustice sociale que décrient ces activistes sans jugement. Et on assiste donc à ces récurrentes, ponctuelles et apparemment inexorables montées de violence extrême dans certains pays du monde, mais **dont les échos se font ensuite planétaires**, via un climat généralisé de brutalité et d'intolérance, les fanatiques ne s'embarrassant jamais de nuances ou de demi-mesures, et n'acceptant d'écouter aucune opinion qui diffèrerait de la leur.

Même au **Canada, on n'est plus exempt de ces dérapages navrants**, par exemple alors des personnalités professionnelles qui ont le mandat de guérir comme le cardiologue Éric Sabbah, de l'hôpital Pierre-Boucher, déclare « souhaiter la mort des citoyens juifs jusqu'au dernier », des propos inexcusables et immondes qui s'enlignent sur ceux du fanatique de longue date Adil Charkaoui. **Et de l'autre côté de la carte géographique, on ne fait malheureusement guère mieux** quand le chef de l'État Hébreu, Benyamin Netanyahou n'hésite plus à ordonner

Docteur Éric Sabbah


Adil Charkaoui

Benyamin Netanyahou

PLUS QUE JAMAIS, IL EST PRIMORDIAL QUE LES NATIONS-UNIES (ONU) SE DÉCIDENT ENFIN À ASSUMER LEUR LEADERSHIP ET QU'ELLES OBLIGENT LES BELLIGÉRANTS À RESPECTER LES DÉCISIONS CONSENSUELLES INTERNATIONALES

à ses troupes à tirer tous azimuts dans la bande de Gaza assassinant au passage et sans le moindre remords des citoyens palestiniens innocents. Tout pour s'emparer de nouveaux territoires, ce qui n'est pas sans rappeler le cas de la dictature russe de Poutine envers l'Ukraine.

Plus que jamais, il est primordial que les Nations-Unies (ONU) se décident enfin à assumer leur leadership et qu'elles obligent les belligérants à respecter les décisions consensuelles internationales. Sinon, leurs moults déclarations mièvres ne seront que des vœux pieux et l'aveu d'une impuissance pleutre. Après tout, ce sont elles qui ont désigné le territoire actuel pour créer l'État d'Israël, mais qui n'ont par la suite jamais eu assez de principe ou de force morale pour s'assurer que soit respectée la séparation des territoires. Il n'est plus temps de tergiverser, cela a assez duré et il est maintenant du devoir de l'ONU de faire preuve de force, de s'imposer résolument et d'obliger les parties belligérantes au respect de sa décision. **Cet organisme richissime se veut le gendarme pacificateur de la planète, qu'il agisse en tant que tel.** ■

Échos Montréal
L'info au cœur de Montréal

ANNONCEZ VOS AVIS PUBLICS
ET VOS SERVICES PROFESSIONNELS

LE SEUL JOURNAL LOCAL EN PLEIN CŒUR DE MONTRÉAL DESSERVANT CHAQUE MOIS PRÈS DE **100 000 LECTEURS** AU **CENTRE-VILLE**, DANS LE **VIEUX-MONTRÉAL**, SUR LE **PLATEAU MONT-ROYAL** ET DANS **GRIFFINTOWN**.

APPELEZ-NOUS !
514.942.3720
bertinpubcom@yahoo.ca

AVIS PUBLICS ET SERVICES PROFESSIONNELS

2,38'' x 3,3''
250 $

2,37'' x 1,6''
175 $

4,85'' x 1,6''
250 $

2,38'' x 3,3''
250 $

Un journal communautaire distribué gratuitement comme **Échos Montréal** ne pourrait pas fonctionner sans le support de précieux partenaires, pour sa mission de diffusion d'information citoyenne.
Nous tenons à remercier le **Gouvernement du Canada** et le **Gouvernement du Québec** pour leur aide financière (subvention).

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

Participation financière du ministère de la Culture et des Communications

VIEUX-MONTRÉAL
Quartier avec vue
Photo : Geneviève Giguère
vieuxmontreal.ca
@levieuxmontreal
LE VIEUX
VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

PLATEAU-MONT-ROYAL : LUC RABOUIN, UN MAIRE À MI-MANDAT

Lilian Largier [Grande entrevue]

Luc Rabouin est arrivé sur la scène politique en octobre 2019, lors d'une élection partielle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal déclenchée par la démission de Luc Ferrandez. M. Rabouin l'avait remporté avec 67 % des suffrages exprimés, et a ainsi complété le mandat de son prédécesseur. **Il a ensuite été réélu avec 76 % des voix en 2021**, toujours sous la bannière de Projet Montréal, le parti politique municipal de la mairesse de la Ville de Montréal, Valérie Plante, auquel M. Ferrandez appartenait aussi. Il est également membre du comité exécutif la Ville.

« Pourtant, rien n'était planifié », nous a-t-il avoué. Originaire de Blainville, Luc Rabouin a obtenu une maîtrise en Science politique à l'Université de Montréal et un DESS de second cycle en Développement économique communautaire à l'Université Concordia. **Il a débuté sa vie professionnelle en 2006 au CLSC du Vieux-Lachine en qualité d'organisateur communautaire** pendant presque dix ans, avant de rejoindre en 2006 le *Centre d'écologie urbaine de Montréal* comme directeur général. **Il évoluera pendant deux ans en France** à la direction générale de *Communauto-France*, société montréalaise qui offre un service d'autopartage. De retour à Montréal **en 2014, il tiendra le même poste à la *Corporation de développement économique communautaire* (CDEC) Centre-Sud et Plateau Montréal. Il poursuivra auprès du réseau *PME MTL Centre-Ville*** au poste de directeur du pôle économie sociale et employabilité, **en 2015, avant d'être Directeur du développement stratégique et communications** de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, en 2016.**C'est donc en 2019 qu'il décide de faire le grand saut en politique**, traversant la pandémie. **Nous avons rencontré Luc Rabouin** dans son bureau pour évoquer ce choix surprenant de carrière, **et faire le point à mi-mandat** avec les missions qui lui tiennent à cœur, les défis (dékicats) à venir, et enfin les lieux qu'il affectionne tout particulièrement dans l'arrondissement.

Bonjour, Monsieur le Maire, vous êtes originaire de Blainville, avez fait vos études à Montréal et travaillé en France...

Oui, je suis né et j'ai grandi en banlieue à Blainville, et comme pour beaucoup de monde pour l'université j'ai déménagé à Montréal. Depuis mes 18 ans environ j'habite sur le Plateau. J'ai résidé aussi un peu dans Rosemont et travaillé pendant deux ans à Paris.

UN DES ENJEUX LES PLUS IMPORTANTS AU DÉBUT DE MANDAT ET MAINTENANT, ET QUI NOUS ANIME BEAUCOUP, EST LA QUESTION DU LOGEMENT, MÊME SI NOUS AVONS UN POUVOIR LIMITÉ

Vous auriez pu avoir un tout autre parcours, car vous avez évolué dans le domaine privé, mais aussi communautaire, avec une fibre sociale, environnementale à des postes de direction. Est-ce que ce cheminement vous aide aujourd'hui ?

Rien n'était prévu. Mais quand je regarde en arrière, mes expériences m'ont bien préparé à faire le type de « boulot » de maire d'arrondissement et pour mes responsabilités en développement économique au comité exécutif [de la Ville de Montréal]. Sur le contenu, mais aussi sur le type d'expérience, car depuis 15 ans j'ai évolué plus en gestion et direction d'organisations, autant en environnement urbain, sur les enjeux sociaux comme organisateur communautaire dans un CLSC, qu'en développement économique local. J'ai fait aussi de la direction d'entreprise en dirigeant *Communauto* à Paris pendant deux ans. Ce qui m'emmène sur les différents contenus auxquels nous devons faire face.

Il y a des moments où vous avez été gestionnaire avec un volet plus économique, et la nécessité d'allier les enjeux à une certaine « réalité » ?

Dans la fonction de maire d'arrondissement, nous devons conjuguer les différents enjeux. Moi je les ai travaillés un après l'autre. Maintenant nous devons les mettre ensemble et trouver le bon équilibre. Le fil conducteur, c'est l'engagement dans l'action collective et le bien collectif.

Dans ces postes, la plupart du temps vous deviez discuter avec les collectivités et les acteurs du secteur public, sur des projets ou sujets ?

Il y a toujours eu, dans mes postes, des liens avec les villes et les arrondissements. Même en France pour *Communauto*, j'avais des enjeux avec la Ville de Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France [qui se nomme depuis *Île-de-France Mobilités*]. Dans tous mes emplois, j'avais souvent à tenter de convaincre les municipalités et les arrondissements de faire des choses. Là c'est le « fun », car maintenant je n'ai plus besoin de les convaincre, j'ai une possibilité de décider, même si l'on ne peut pas faire n'importe quoi et que nos budgets sont limités.

Nous sommes en 2019 et vous vous portez candidat aux élections municipales partielles de l'arrondissement...

Quand Luc Ferrandez a démissionné, je me suis dit qu'il fallait que le changement continue, car j'adhérais à sa vision. J'ai commencé à joindre des gens pour voir qui pourrait se présenter. Je n'avais aucune intention, car je n'avais jamais été dans ce rôle-là avec beaucoup de pression, de temps à consacrer. Finalement il n'y avait pas tant de monde que cela, surtout pour deux ans, un demi-mandat. Je me suis alors dit qu'il fallait que je le fasse, et que cela était peut-être une occasion pour moi, le temps qu'une autre candidature émerge. Je me suis donc engagé pour deux ans.

Puis la Covid arrive...

Après les deux ans, je me suis quand même posé la question à savoir si je faisais encore un autre quatre ans, si je me représentais. J'ai été élu en 2019 et tout de suite c'était la pandémie. Nous avions un arrondissement qui fonctionnait bien. J'ai été nommé rapidement au comité exécutif au développement économique. Mais les entreprises étaient en survie, les programmes ne marchaient pas. Cela était intense. Et puis je suis reparti pour un nouveau mandat [après avoir remporté les élections de 2021].

Quelles en ont été alors vos motivations ?

C'est un poste difficile, mais cela est aussi un privilège quand même d'être choisi par les citoyens et d'assumer cette responsabilité-là. Je trouve cela gratifiant.

Avec du recul, quels sont les enjeux de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ?

Un des enjeux les plus importants au début de mandat et maintenant, et qui nous anime beaucoup, est la question du logement, même si nous avons un pouvoir limité. Nous sommes en crise du logement, Québec l'a reconnu, ce qui n'a pas été toujours le cas. Nous le reconnaissons depuis longtemps et depuis que je suis élu, nous avons travaillé à mettre en place tous les outils dont nous disposions pour nous assurer que le Plateau demeure le plus accessible possible pour toutes les catégories sociales, même si nous savons que cela est vraiment difficile. En effet les coûts des logements ont augmenté et l'accès à la propriété sur le plateau est à peu près impossible.

Pourriez -vous nous donner un exemple de mesure ?

Nous avons initié et lancé l'escouade sur les locations touristiques légales, ou *Airbnb*, car nous savons qu'actuellement beaucoup de logements ici sont dédiés à la location touristique. Une mesure dont je suis assez fier. La loi provinciale a été modifiée pour être un peu plus restrictive et les amendes ont été augmentées.

Nous avons travaillé à convaincre le gouvernement du Québec d'ajouter des ressources. Il y a plein propriétaires en faute ou qui louaient de manière illégale, mais qui ne se faisaient pas prendre par manque d'inspecteurs. Nous avons demandé pendant des mois à Revenu Québec d'en ajouter. Mais comme la situation ne changeait pas, nous avons décidé de créer notre propre équipe d'inspection ou escouade, même si nos amendes sont plus faibles que ce que Québec peut imposer. Note escouade est une première à Montréal, nous travaillons avec les arrondissements de Ville-Marie et Sud-Ouest pour développer la méthode. Au-delà des amendes, nos inspecteurs transmettent des dossiers documentés à Revenu Québec qui peut donner des amendes beaucoup plus élevées. Nous effectuons le travail sur le terrain.

Y a-t-il eu d'autres actions dans le secteur du logement ?

La Ville et l'arrondissement ont participé à l'acquisition du manoir Lafontaine, un immeuble de 93 logements abordables, qui avait été acheté par un grand propriétaire, en avant du parc Lafontaine. Il allait chasser les locataires, rénover puis tripler les loyers. Nous avons travaillé très fort avec un organisme à but non lucratif *Interloge* en lui permettant d'acquérir le bâtiment, et le responsable de l'habitation à la Ville, Benoit Dorais. La Ville a mis finalement 7 M $ en subvention à l'organisme pour acheter et rénover la maison. Les logements vont être abordables à perpétuité et il n'y aura plus de menace d'éviction. Nous achetons des immeubles ou des terrains que l'on réserve pour du logement social ou abordable. Beaucoup de gens ne sont pas capables de payer au prix du marché actuel, sur le Plateau particulièrement, et cela nous prend donc des logements hors marché, gérés par des coopératives ou des organismes à but non lucratif.

Des défis environnementaux demeurent-ils ?

L'autre grande priorité est tout ce qui tourne autour de la transition écologique. Le verdissement du maximum d'espaces possible, la réduction de l'utilisation de la voiture individuelle, et des aménagements favorables aux déplacements à pied ou à vélo. Nous avons sécurisé plusieurs rues et nous continuerons. Projet Montréal fait cela depuis 14 ans sur le Plateau, les gens sont habitués.

Il est toutefois difficile de se garer en voiture...

Oui mais sommes desservis par trois stations de métro, maintenant un réseau de bus express, un réseau cyclable. Le *REV* [Réseau express vélo, voies cyclables de 191 km] sur Saint-Denis est la piste la plus utilisée, battant des records chaque année. Il y a des options et il reste toujours la possibilité de venir en voiture.

Pour l'agriculture urbaine, faut-il des projets localement ou à plus grande échelle ?

Cela prend les deux, ce n'est pas vrai que la ville va tout planifier, coordonner et réussir à tout implanter. Mais la Ville a une stratégie d'agriculture urbaine, et Montréal est reconnue comme un leader mondial en la matière. Nous avons plein d'initiatives comme les jardins communautaires qui existent depuis de nombreuses années, des jardins collectifs portés par des organismes, sur les toits, ou des initiatives privées comme les *Fermes Lufa*, et d'autres projets en pleine terre. Mais les arrondissements peuvent aussi faire preuve d'initiative. Au Plateau, nous sommes en train de développer un projet sur la place Gérald-Godin, derrière la station de métro Mont-Royal, avec un jardin, un espace dédié pour l'agriculture urbaine. Nous l'avions fait avec l'aménagement de grand bac tout le long du parc Baldwin, en lien avec un organisme. C'est très important pour nous.

Sur un autre sujet plus délicat, la lutte contre l'itinérance reste un défi de taille et qui ne semble pas beaucoup avancer, et la pandémie n'a pas aidé ?

La situation actuelle est très préoccupante. On le voit dans presque dans toutes les villes au Québec. Certaines n'avaient jamais été confrontées à cette problématique, elles se retrouvent avec des personnes en situation d'extrême vulnérabilité. On le voit aussi à Montréal avec le dénombrement avec plus de personnes concernées. Dans l'arrondissement, on le voit dans le quartier Milton-Parc ou près de l'Hôtel-Dieu à une échelle locale. Depuis la pandémie le nombre d'itinérants a augmenté, car il y des gens qui n'ont plus eu de suivi, d'accompagnement, avec des troubles de santé mentale sévères et qui se retrouvent à la rue, avec des problèmes de consommation, sans compter la [médiocre] qualité des drogues qui circulent. Cela est extrêmement préoccupant. Ce sont des enjeux de santé publique,

Avec sa nouvelle nomination, Monsieur Rabouin se retrouvera devant les micros très bientôt...

L'AUTRE GRANDE PRIORITÉ EST TOUT CE QUI TOURNE AUTOUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. LE VERDISSEMENT DU MAXIMUM D'ESPACES POSSIBLE, LA RÉDUCTION DE L'UTILISATION DE LA VOITURE INDIVIDUELLE, ET DES AMÉNAGEMENTS FAVORABLES AUX DÉPLACEMENTS À PIED OU À VÉLO

qui relèvent du gouvernement du Québec. Nous le voyons sur le terrain, Québec doit investir des ressources, car la Santé est une compétence provinciale. Le troisième élément qui s'ajoute dans le cocktail est la Crise du logement. Des gens ne se retrouveraient pas dans la rue si on leur avait trouvé une option de logement. Pour des maisons de chambres, si une personne ne peut pas payer, la dernière étape est la rue. Sur le Plateau nous avons adopté un règlement qui interdit de changer la vocation d'une maison de chambres. Car les propriétaires ont des occasions de vendre cher les appartements ou immeubles.

Pour la fin du mandat, quels sont vos plans ?

Nous avons une plateforme électorale très claire sur les projets qui nous préoccupent dont le logement, nous sommes dans la continuité. Sur la problématique des locations touristiques, nous voulons augmenter les ressources et les déployer sur tout Montréal. Dans les grands projets qui nous animent beaucoup, nous les élus du Plateau, on trouve le chemin Camillien-Houde, reverdir et renaturaliser la montagne, la rendre beaucoup plus intéressante pour les piétons et les cyclistes, en maintenant un accès pour les voitures. Mais nous avons aussi des choses plus basiques à faire, comme un aréna fermé qu'il faut rouvrir, tout comme la piscine dans l'est du Plateau [Baldwin]. Si je dois quitter un jour, ma préoccupation principale est de m'assurer que nos actifs soient en aussi bon état que quand je suis arrivé. En tant qu'élus, nous sommes responsables de protéger les actifs des citoyens, faire des projets certes, mais aussi prendre soin de ce que l'on a, nos immeubles, nos parcs et nos bibliothèques par exemple. Il faut les entretenir.

Pour conclure quels sont vos endroits préférés dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal ?

Nous avons beaucoup de chance sur le Plateau-Mont-Royal d'avoir de nombreuses rues commerciales animées et diversifiées sur lesquelles il fait bon déambuler surtout lorsqu'elles sont piétonnisées, mais voici quelques-uns de mes coups de cœur. **Boulangeries :** *Les Co'Pains d'abord* et *Guillaume*. **Pâtisseries :** *Zébulon* et *Fous dessert*. **Restaurants :** *Byblos* et *Festin de Babette*. **Théâtres :** *La Licorne* et *Théâtre du Rideau Vert*, et l'été le *Théâtre de Verdure*. **Librairies :** *un livre à soi* et *Le Port de tête*. **Parcs :** *Lafontaine* et *des Compagnons*.

N.L.D.R. - On apprend en dernière heure que Monsieur Rabouin a été nommé Président du comité exécutif à la Ville de Montréal, remplaçant Mme Dominique Olivier démissionaire. ***Nous lui souhaitons un franc succès !*** ■

CHRONIQUE

LA PAUVRETÉ EN MODE ÉCONOMIQUE

Mercedes Domingue

Nous traversons une période de turbulences économiques qui incite des gens à faire appel aux banques alimentaires, dont le nombre de sollicitations croissent chaque année, forçant ces dernières à faire appel au gouvernement du Québec pour obtenir un montant supplémentaire de 18 millions $. Pour plusieurs, on indique que l'inflation est la principale cause de la pauvreté, malgré que le salaire minimum ait été augmenté sensiblement au même niveau – voire même un peu plus – que le coût de la vie.

Il convient de rappeler que ces banques sont en place pour les plus démunis. Le hic quand on analyse la situation actuelle, c'est qu'on peut présumer que des personnes abusent de ces dons pour boucler et arrondir les fins de mois, ne tenant pas compte nécessairement que cette aide précieuse doit être utilisée en dernier recours. Et je tiens à souligner que je ne critique pas nécessairement ces gens, **l'économie est dure en ces temps actuels.** Au point où on a l'impression que même faire partie de cette fameuse tranche majoritaire de la population que l'on appelle **la classe moyenne signifie désormais vivre un peu dans la pauvreté**, au jour le jour. Cela étant, il serait néanmoins pertinent pour plusieurs personnes de demander plutôt un peu d'aide logistique pour mieux utiliser leur budget, et par ailleurs les banques alimentaires devraient peut-être envisager de trouver un moyen de mieux cibler les demandeurs. C'est la même conclusion à laquelle arrive le panéliste politique Mario Dumont, donnant même l'exemple de *Tik Tok,* où des étudiants étrangers vantent les mérites du Canada, en soulignant « qu'ici on donne même de la nourriture gratuite, il suffit de s'inscrire.!. ».

Tout organisme caritatif fonctionne de manière basique via les dons des corporations et des citoyens, ainsi que les subventions gouvernementales. Conséquemment, bien qu'il y ait une volonté admirable (et nécessaire) d'aider le plus de gens possible, **il y a quand même un certain devoir de diligence parcimonieuse dans l'attribution gratuite de telles ressources**. Notamment pour le Gouvernement du Québec, qui dans le contexte actuel de potentielle austérité récessive, ne peut se permettre de dilapider l'argent des contribuables québécois comme si c'était une vache à lait intarissable. **En corollaire, il faut parler** d'un phénomène en proportion croissante, **même si le sujet tend à créer un certain malaise** dans la conversation, **celui de la paresse volontaire**. Alors que le manque de personnel se fait sentir tous azimuts et que les possibilités d'emplois n'ont jamais été plus abondantes que maintenant au cours des dernières décennies, beaucoup préfèrent en fait opter pour du travail réduit, ou semblent avoir peur de se salir les mains. Certains préfèrent même carrément quêter et vivre dans la mendicité, ce qui ne les empêche pas d'avoir un cellulaire dernier cri dans certains cas.

On vit définitivement dans un nouveau millénaire où l'égocentrisme a pris le pas sur la conscience sociale, et où le *Me, Myself and I* prime en toutes occasions sur l'esprit de collectivité. ■

CHRONIQUE

LES BELLES-MÈRES EN ACTION

Vincent Di Candido

Dernièrement, six des anciens Premiers Ministres se sont mobilisés pour intervenir et tenter d'influencer la démarche du Ministre de la Santé Christian Dubé, qui veut assainir du système de santé la beaucoup trop lourde bureaucratie québécoise.

En l'occurrence, **la réforme Dubé promulgue** notamment **d'éliminer les roitelets des conseils d'administration** des différentes institutions hospitalières. Ceux-ci bien sûr s'y opposent, ne souhaitant pas d'intervention de l'état, désirant continuer la guerre de pouvoir entamée pendant la pandémie, et qui dans le statut juridique actuel les soustrait d'avoir à faire des redditions de comptes et des rapports de résultats obtenus. Déjà, en partant, cette mentalité va à l'encontre des intérêts nationaux.

Mais **voilà que les Philippe Couillard, Jean Charest, Pauline Marois, Daniel Johnson, Lucien Bouchard et Daniel Johnson ont uni leurs voix pour « avertir » monsieur Dubé et le Premier Ministre du Québec François Legault des « dangers »** d'une telle démarche sur le réseau de la Santé. D'emblée, comme illustré par le *Journal de Montréal*, on va souligner que ces anciens premiers ministres n'ont absolument pas de leçon à donner qui que ce soit, ayant tous lamentablement échoué dans leurs tentatives d'améliorer le système de santé québécois.

Par exemple, **messieurs Couillard et Charest, dont le haut fait d'armes aura surtout été d'enrichir les médecins-spécialistes** de la Santé en leur attribuant des centaines de millions de dollars supplémentaires. Et ils auront par ailleurs conjointement contribué à **empeser un système déjà embourbé** en créant 34 centres intégrés, réunissant une quarantaine de CHSLD, CLSC et hôpitaux, et conduisant ultimement à un dysfonctionnement accru du réseau, tel qu'on a pu le constater en 2020 avec l'avènement de la pandémie covidienne. Au passage, ils auront également aboli des centaines de postes d'agents de santé.

Si on examine **du côté de Lucien Bouchard**, on se rappellera du **fameux « virage ambulatoire » sensiblement raté**, et de **la mise à la retraite de centaines de médecins et d'infirmières** dans le cadre de son invraisemblable objectif de « déficit zéro », dont les effets se ressentent encore aujourd'hui. On notera par ailleurs que monsieur Bouchard est associé du cabinet *Davies Ward Philippe et Vineberg*, qui a des liens étroits avec l'Institut de Cardiologie de Montréal et la famille Desmarais de *Power Corporation*. Cette firme étant impliquée dans la recherche de médicaments (comme le *Dolcetrapid*), on ne peut s'empêcher de sentir un certain lobbyisme très présent, surtout en constatant que la lettre des 6 anciens PM a été concoctée par le Président du C.A. de l'Institut de Cardiologie, Éric Bédard, qui a lui-même fait partie du Cabinet de Jacques Parizeau.

Quant à Pauline Marois et aux deux frères Johnson, leurs passages au pouvoir ont été trop éphémères et négligeables pour apporter de réels changements. Cela dit, en signalant leur désaccord à la réforme d'un réseau surchargé par les écueils fonctionnaires et qu'ils / elle n'auront en rien contribué à améliorer, **ils / elle s'inscrivent de facto dans le rang des belles-mères, prompts à critiquer sans proposer de solutions**. En attendant, le constat est clair, à propos **d'un réseau dysfonctionnel**, manquant de personnel sur le terrain tout en étant enlisé **dans une bureaucratie kafkaïenne** qui s'auto-alimente de sa propre **lourdeur hypertrophiée**.

Le Gouvernement a raison d'aller de l'avant, et ultimement, il est le seul responsable auprès des Québécois, que ce soit dans l'échec ou dans la réussite, et sans avoir à tenir compte de ses prédécesseurs qui ont échoué. ■

CHRONIQUE

LES FORCES DU MAL

François Di Candido

Après l'invasion des Russes en Ukraine, - qui a jusqu'à présent occasionné des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés, de nombreux civils déracinés, des milliards de dollars en dommages et deux populations civiles exsangues et épuisées par ce conflit illégal complètement absurde entamé par une Russie dont l'aura militaire et politique a pâli et fondu comme neige au soleil, - **voilà qu'un autre conflit prévisible et ancestral a refait surface de la plus vilaine façon, celui entre juifs et arabes**.

Ce conflit sanglant aux résurgences ponctuelles de violence militarisée dure maintenant depuis près de 80 ans, soit **depuis les toutes premières tractations suivant la deuxième Grande Guerre Mondiale de 1939-1945 et la mise en place subséquente en 1948 par l'ONU** - d'après une décision prise dans le cadre d'une coalition de pays menée par la France, les USA et la Grande-Bretagne -, **de l'État hébreu d'Israël sur le sol palestinien** et sans le consentement de ces derniers. **Huit décennies donc, parsemées de haine, d'attentats terroristes et de frappes militaires en représailles, souvent démesurées**. Avec au final un conflit qui semble sans fin, jalonné de plusieurs étapes qui auraient dû s'avérer historiques, mais qui se sont hélas révélées être superficielles.

Comme la Guerre des Six jours en 1967, qui avait conduit à une résolution de l'ONU (N° 242) qui tentait de mettre fin bilatéralement à toutes formes d'hostilité. Elle voulait essentiellement convaincre/contraindre (selon l'interlocuteur) Israël à « quitter les territoires occupés par l'armée » (l'interprétation exacte de la formulation diplomatique divergeait elle aussi selon l'interlocuteur) et inciter les deux parties opposantes à se départager de manière « harmonieuse » les territoires contestés, tels que la bande de Gaza, le Sinaï, une bonne partie de la Cisjordanie et surtout Jérusalem, les états arabes désirant retrouver possession de la portion Est de Jérusalem, acquise de force par l'armée israélienne, tandis que **l'État Hébreu refusait de scinder la Ville Sainte en deux, revendiquant la totale souveraineté de Jérusalem**.

DANS CE CONTEXTE, NOUS CONNAISSONS LA VIOLENCE QUOTIDIENNE DES DIFFÉRENTES FORMATIONS RADICALES DU MOYEN-ORIENT, DONT LE JIHAD ISLAMIQUE EN IRAN ; LE HEZBOLLAH DES LIBANAIS ; LE HAMAS, ORGANISATION CLASSÉE COMME TERRORISTE PAR UNE TRENTAINE DE PAYS INFLUENTS DU GLOBE, QUI A « REMPORTÉ » LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PALESTINIENNES EN 2006 DANS LA BANDE DE GAZA ET QUI SE REFUSE DEPUIS À LA TENUE DE NOUVELLES ÉLECTIONS ; ET L'OLP, ANCIENNEMENT DIRIGÉE PENDANT UNE DÉCENNIE PAR YASSER ARAFAT

Mais l'État Hébreu, substantiellement renforcé par son incontestable et éclatante victoire militaire contre les armées conjuguées de l'Égypte, de la Jordanie et de la Syrie, continue depuis 1967 d'ignorer la résolution 242 de l'ONU et de contrôler la majorité de ces territoires, même si elle avait été entérinée par l'accord d'une majorité de 135 pays sur les 170 pays votants.

En corollaire, nous connaissons **la violence quotidienne des différentes formations radicales** du Moyen-Orient, dont le Jihad islamique en Iran ; le Hezbollah des Libanais ; le Hamas, organisation classée comme terroriste par une trentaine de pays influents du globe, qui a « remporté » les élections législatives palestiniennes en 2006 dans la bande de Gaza et qui se refuse depuis à la tenue de nouvelles élections ; et l'OLP, anciennement dirigée pendant une décennie par Yasser Arafat, ensuite remplacé par Mahmoud Abbas, Président de la Palestine et de ses quelque 4,5 millions de citoyens, depuis près de 20 ans donc.

Tunnel de combat dans la bande de Gaza © Israel Defense Forces

Étonnamment, toutes ces organisations qui combattent Israël souffrent de divisions fratricides profondes et ne sont pas en accord sur les méthodes. Par exemple, on blâme l'OLP pour sa faiblesse à vouloir éviter l'affrontement avec les Juifs « honnis ». Dans l'autre extrême, le Hamas se suscite la consternation de par ses actes terroristes et les ponctuels massacres d'innocents qu'il perpétue. Quant au Hezbollah libanais, autre parti terroriste de nature djihadiste et qui flirte fréquemment avec ses propres poussées d'extrémisme, il semble néanmoins s'être en corollaire politisé depuis 2006, semblant s'efforcer de ménager la chèvre et le chou pour ne pas entrer directement en guerre malgré les velléités militaires de leurs alliés palestiniens.

Notons toutefois que cette incohérence touche également Israël, qui n'est pas exempt de ses propres contradictions. Par exemple, on la retrouve avec le Premier Ministre Benyamin Netanyahou, qui intervient maladroitement, via l'Égypte en intermédiaire, pour faire acheminer des centaines de millions $ du Qatar au groupe Hamas, croyant ainsi semer la dissension dans les rangs arabes et empêcher un accord des Palestiniens. Mais dans les faits, il n'a fait qu'armer cette même organisation qui souhaite l'élimination de l'État Hébreu et du peuple juif, une volonté partagée également par l'Iran et le Liban.

En parallèle, **au sein même d'Israël, la discorde gronde entre le gouvernement et sa populatio**n, alors qu'une proportion de 86 % des Israéliens, appuyés par de grands journaux comme *Haaretz* ou *The Times of Israël*, critiquent sévèrement la gestion du gouvernement Netanyahou, l'accusant d'avoir tout fait pour attiser la violence et de ne pas avoir fait assez pour protéger le peuple. En outre, **on ne lui pardonne toujours pas** son alliance avec l'extrême-droite afin **de se maintenir au pouvoir et d'échapper aux accusations de fraude** avec sa femme. L'actuelle crise militaire dans la bande de Gaza et la prise en otage d'une portion importante de colons israéliens, qui s'y étaient établis malgré la désapprobation de l'ONU, ne fait qu'ajouter à la colère du peuple israélien envers leur dirigeant.

Dans ce contexte explosif, **l'appui inconditionnel du Président américain Joe Biden n'est pas peut-être pas des plus propices** à une conciliation entre juifs et arabes, ni à servir de médiateur dans ce conflit, comme ce fut le cas par le passé. **Et n'oublions pas l'ONU**, elle aussi en partie responsable de la détérioration récente des choses, pour avoir trop laissé faire la situation. Ce serait maintenant surtout à elle d'intervenir pour imposer son leadership et reconstruire les bases d'une discussion plus pacifique.

À défaut de pouvoir instaurer une paix permanente dans cette région des plus problématiques, il importe néanmoins de faire cesser immédiatement les hostilités et le massacre d'innocents, afin d'éviter une nouvelle hécatombe comme on en a trop souvent connue par le passé. Le monde a déjà assez de problèmes avec des économies au ralenti, une inflation galopante généralisée et un conflit illégal en Ukraine qui s'éternise. ■

CHRONIQUE

UNE ÉDUCATION POUR DES PROFITEURS

François Di Candido

On doit féliciter la récente révision de **la Ministre de l'Enseignement supérieur du Québec Pascale Déry** afin **d'augmenter les frais d'inscriptions des étudiants étrangers**, incluant ceux de l'Ontario, qui viennent dans la Belle Province pour suivre des cours dans les universités Guy-Concordia et McGill à Montréal, ou l'Université anglophone Bishop à Sherbrooke.

Pascale Déry © CAQ

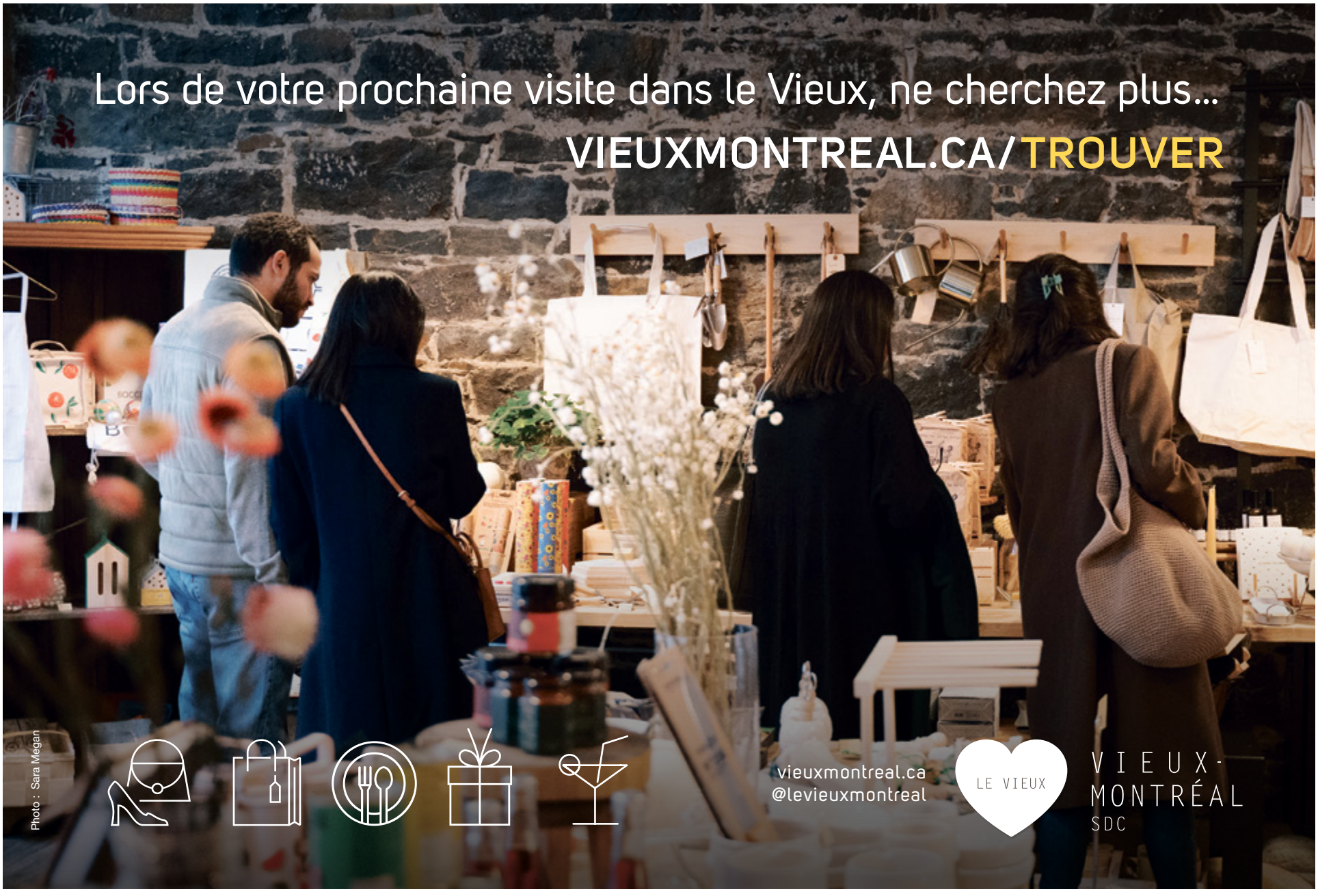
Ce réajustement de la Ministre est justifié et il était même dû depuis longtemps, sachant que **la majorité de ces étudiants ne font que profiter des bas tarifs** du système d'éducation québécois et **de la générosité du Gouvernement du Québec**, de l'ordre **de quelque 200 M$**, une dépense tirée du bas-de-laine collectif des contribuables québécois, pour ensuite repartir du Québec sitôt leur éducation terminée, et donc sans que notre province puisse tirer un quelconque avantage professionnel ou retour sur investissement.

Bien sûr, les universités anglaises et les journaux an glophones comme *The Gazette* et le *Globe and Mail* ne manque pas de crier au meurtre en parlant de racisme. **Ce sont-là des propos** dégoûtants et **inacceptables**, qui non seulement ne sont pas justifiés, alors que **le Québec a parfaitement le droit et la légitimité de défendre ses droits et intérêts économiques**; mais qui s'avèrent également plutôt hypocrites quand on constate **l'énorme discrimination envers les francophones dans les autres provinces**, et qui eux n'ont même pas d'école en français pour faire leur apprentissage, mis à part au Nouveau-Brunswick.

En somme, deux poids, deux mesures, et on prend les Québécois pour des vaches à lait qui devraient accepter sans broncher de se faire exploiter... simplement... parce que.

Allez tiens, on va faire une très rare exception par rapport à notre journal francophone et **leur poser en anglais cette simple question « Entitled much ? »** (ou en français « sentiment d'avoir tous les droits ? » qui serait l'expression la plus correspondante). Car c'est de ça qu'il est question : profiter du Québec et se comporter comme si tout leur était dû, mais sans avoir le moindre compte à rendre. Il faudrait que les Québécois acceptent simplement de se faire assimiler et exploiter.

Avoir **cette mentalité absurde et capricieuse d'enfant gâté** ne fait que confirmer le manque de respect et de considération pour les francophones et ne fait qu'ajouter au clivage sociopolitique entre les deux solitudes. Mais n'en déplaise à nos chers quotidiens anglophones, le Québec a absolument le droit inaliénable de décider des priorités qui sont les siennes. **Understand ?** ■



LES RÉSIDENCES SOLEIL
Famille Savoie

Ici, tous les aînés ont les moyens!

Appartements 1½ à 4½ abordables pour aînés autonomes

Demandez l'aide d'un expert en subventions aînés

Saviez-vous que la majorité des crédits et allocations gouvernementales pour aînés sont méconnus de la population.

Les Résidences Soleil – Famille Savoie, s'est donnée comme mission de maintenir ses services accessibles pour tous les aînés du Québec et offre gratuitement l'aide de ses conseillers experts en hébergement, pour prouver aux aînés qu'ils ont les moyens d'une retraite abordable et confortable.

Venez nous visiter 7 jours/7 et rencontrer nos experts en subvention aînés!

Démonstration: Exemple de calcul des revenus, budget et disponibilité mensuelle

Mme Claire Tremblay, 75 ans

Retraitée, mère au foyer, vit seule en appartement.

Fonds de pension : 0 $
Placements : 0 $
Épargne : 0 $

REVENUS GOUVERNEMENTAUX	Montant (approximatif)
Pension de la Sécurité de vieillesse (SV)	768,46 $/mois
Supplément de revenu garanti (SRG)	+ 1 043,45 $/mois
Crédit soutien aux aînés	+ 166,67 $/mois
Allocation logement	+ 150,00 $/mois
Crédit d'impôt pour solidarité	+ 96,83 $/mois
REVENU MENSUEL TOTAL	**= 2 225,41 $/mois**
LOYER RÉEL (avec inclusions)	**1 855,00 $*/mois**
CRÉDIT D'IMPÔT pour le maintien à domicile	**- 446,13 $/mois**
LOYER À PAYER	**= 1 408,87 $/mois**
DISPONIBILITÉ pour toute autre dépense personnelle et plaisir	**816,54 $/mois**

Exemple fictif à titre indicatif. Période de référence : sep-

Inclusions dans cet exemple de loyer. Appartement 2 ½ Les Résidences Soleil* :

- 3 repas/jour
- Entretien de la literie 1 fois/semaine
- Entretien ménager aux 2 semaines
- Câble, électros et ameublement si désiré
- Réceptionniste et personnel de soins 24/7
- Tous les loisirs de la résidence
- Programmes Soleil et Assurance Satisfaction
- Et bien plus!

+ Soins et services disponibles à la carte.

* Selon disponibilités

Pour votre sécurité financière
ENGAGEMENT 2022 à 2026 1% LA FAMILLE SAVOIE

Manoir Plaza (centre-ville) • 505, rue Sherbrooke Est, Montréal

Métro accès privé

residencessoleil.ca • info@residencessoleil.ca • 1 800 363-0663

Prendre soin des autres, c'est de famille chez nous.

BRÈVES MUNICIPALES

DES TROTTOIRS ET DES PARCS « ÉPONGES » POUR LA VILLE

Dans un contexte d'inondations récurrentes depuis quelques décennies en divers lieux de la métropole, la Ville de **Montréal a annoncé son plan pour adapter quelque 400 trottoirs et une trentaine de parcs en aménagement urbain dit « éponge »**.

Cette solution ingénieuse consiste en fait à **végétaliser des espaces & des artères asphalté(e)s** de la ville. Et **ces nouvelles installations vertes et plus drainantes pourront ainsi ralentir le débit et faire de la rétention d'eau pluviale**, réduisant conséquemment l'impact des pluies abondantes sur le système d'égouts municipaux parfois mis à mal lors des épisodes d'averses diluviennes comme par exemple en juillet dernier, d'autant que ceux-ci se font de plus en plus fréquents en raison des changements climatiques. **L'objectif serait d'ajouter quelque 8500 m² d'infrastructures hydro-rétentives au réseau municipal** déjà existant.

Le quartier Centre-Sud, particulièrement vulnérable de par sa topographie, serait notamment visé. « L'idée, c'est qu'il y ait plusieurs mesures et différentes surfaces dans un même endroit pour retenir l'eau et permettre son écoulement plus progressif vers les canalisations d'égout » expliquant la mairesse de Montréal Valérie Plante, en marge de la conférence internationale scientifique *Adaptation Futures* qui réunissait plus de 1500 scientifiques au Palais des Congrès sur le thème de l'adaptation aux changements climatiques, ajoutant que « ces solutions [conjuguées] ont fait leurs preuves », alors que l'on estime **les 7 parcs-éponges et les 800 trottoirs végétalisés déjà en place**, entre autres au Plateau Mont-Royal, au Sud-Ouest et à Parc-Extension, **permettraient déjà d'absorber conjointement l'équivalent de de deux piscines olympiques**.

La ville calcule que les coûts de transformation urbaine de ce projet pourront être assumés par le financement de 117 M $ octroyé par Québec dans le cadre du *Plan pour une économie verte*, et elle prévoit par ailleurs que chaque dollar investi dans le présent pourrait à plus long terme permettre d'économiser jusqu'à 15 $. ■

UN MONT-ROYAL PLUS VERT ET PLUS SÉCURITAIRE

Pour protéger les déplacements, en plus de **renforcer la biodiversité fragile du Mont-Royal** et **mettre davantage encore en valeur cette montagne** située en plein cœur de la ville et de son identité touristique, la Ville de **Montréal confirme plusieurs travaux de réaménagement du parc du Mont-Royal au cours des prochaines années**.

Ainsi au cours des cinq prochaines années, on prévoit **l'ajout de près de 18 000 m² d'espaces verts**, soit l'équivalent d'une quinzaine de piscines olympiques. **La Voie Camillien-Houde**, entre autres, **sera verdie et interdite à la circulation**, cessant conséquemment de servir de voie de transit. Une plus grande **promenade piétonne** y sera aménagée, doublée d'un espace indépendant et protégé voué aux cyclistes. En outre, **un belvédère y sera ajouté** à son point le plus haut, afin de profiter du panorama et d'offrir un point de vue spectaculaire sur le nord de la ville. Les voitures pourront quant à elles continuer à accéder au parc en passant par le chemin Remembrance, et pourront continuer de disposer des stationnements au Lac des Castors et à la maison Smith. On prévoit également, du côté de la STM, de bonifier l'offre de service des transports en commun afin d'assurer un accès efficace et plus rapide à la Montagne. ■

LA VILLE LANCE LE PROGRAMME COMMERCE-MONTRÉAL POUR ENCOURAGER LA REVITALISATION DES BÂTIMENTS SITUÉS SUR DES RUES COMMERCIALES

Luc Rabouin, nouveau Président du Comité exécutif et responsable du développement économique et commercial au comité exécutif de la Ville de Montréal, a dévoilé récemment **le nouveau programme Commerce-Montréal, qui a comme objectif d'inciter à la revitalisation de bâtiments situés sur des rues commerciales afin de stimuler l'économie de proximité dans la métropole**, en tablant sur des commerces capables d'avoir un effet dynamisant et stimulant pour la rue commerciale où ils ont pignon sur rue.

Il est voué en fait à remplacer l'ancien programme PR@M-Commerce, qui a connu un succès des plus appréciables entre 2016 et 2020, avec plus de 700 demandes et au-delà de 300 projets terminés, réalisés avec une moyenne de subvention par projet d'environ 42 000 $ provenant de la Ville de Montréal.

Disponible donc depuis le 1er novembre 2023 pour financer des projets de rénovations d'immeubles et de locaux commerciaux destinés à être réalisés entre 2024 et 2029, **cette nouvelle mouture du programme comprend plusieurs changements et améliorations**. Par exemple, alors qu'à l'époque l'ancien programme visait à combler les besoins en rénovation exclusivement sur certaines artères commerciales désignées par la ville, **la nouvelle formule s'étend sur tout le territoire montréalais**.

Un seuil d'investissement minimal de 40 000 $ de la part des demandeurs est exigé pour avoir droit à une subvention, mais **celle-ci pourra maintenant couvrir jusqu'à 40 % de la totalité du coût des travaux admissibles**, comparativement à 33 % par le passé, pour une subvention maximale de **50 000 $**. Également, **les services professionnels plus spécifiques liés aux travaux seront maintenant remboursés à 75 %** (plutôt qu'à 50 % par le passé), pour une aide dont le plafond maximal est fixé à **10 000 $**. Dans une perspective plus générale et avec notamment à l'esprit un souci d'économie circulaire, seront privilégiés les projets visant notamment l'occupation de locaux vacants ainsi que ceux facilitant l'accessibilité universelle, de même que les commerces d'alimentation désireux de s'implanter dans un secteur où l'offre alimentaire n'est justement pas aussi abondante ou accessible en moins de 15 minutes à pied.

« La ville veut encourager les commerçants montréalais, qu'ils soient locataires ou propriétaires, à investir dans le patrimoine bâti commercial pour le bien de la communauté, autant sur les petites que sur les grandes artères... [car] cela a un impact sur la communauté et la vie de quartier... » explique monsieur Rabouin. Pour information, visiter le : **montreal.ca/programmes/subvention-pour-la-renovation-dimmeubles-et-de-locaux-commerciaux**. ■

CHRONIQUE ENVIRONNEMENTALE

ACHETER LOCAL, VRAIMENT.?.!.

Michel T.

Beaucoup de Québécois, la main sur le cœur, disent qu'il est important d'acheter local et d'encourager les petits commerces de quartier. En fait, ce sont 92 % des Québécois qui déclarent ainsi adorer ces commerces de proximité et ces services indépendants des grands conglomérats commerciaux.

Mais **dans la réalité, il semble que ce ne sont que de belles paroles en l'air car les chiffres tendent à démontrer une réalité tout autre**. En effet, selon les données compilées par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), il appert que 87 % des consommateurs font quotidiennement leurs emplettes dans les grands magasins et chaînes commerciales, ne laissant qu'un maigre 13 % des consommateurs pour encourager le local.

© Facebook MAPAQ

Ce constat triste indique le peu de sensibilité réelle des consommateurs pour les commerces de quartiers, alors **qu'on continue à enrichir des puissantes et richissimes multinationales** dont les profits indécents ne s'embarrassent jamais de principes, promptes à la collusion et au gonflement artificiel des prix (ce qui ultimement a aussi un impact direct sur les commerces de détail qui doivent augmenter leurs propres tarifs et diminuer leur déjà maigre marge de profits). Or, **les conglomérats contriburaient en moyenne 6 fois moins à l'économie que les petits détaillants, d'après le vice-président du FCEI, François Vincent**. En effet, même si les multinationales du commerce s'affairent ponctuellement à se donner artificiellement une belle image en supportant de temps en cause une cause humanitaire, ce sont en fait surtout les petits commerces qui soutiennent le plus activement diverses associations caritatives, notamment dans une optique *Made in Québec*. Bref, au final, ça ne suffit pas d'exprimer son attachement à la cause locale, il faut que les bottines suivent les babines, **et c'est dans une action collective de sensibilisation et de mise en pratique qu'il faut adopter le commerce de proximité (tout comme les médias locaux d'ailleurs)**. Faute de quoi, beaucoup de petits commerces de proximité (et de sources d'information citoyenne) vont continuer de disparaître. ■

POUR LES FÊTES, UN CADEAU IDÉAL ! 514.844.2133

TABLE EN VERRE ÉPAIS ET BISEAUTÉ
48x 32 x 16 de haut. Payé 450 $ pour 200 $

ALBERTO BUSCIO, Dimanche chez Grand-Mère, 20'' x 16''. 150 $.

Scène de Paris

CAROLINE BURNETT, HUILE SUR TOILE, 19e, impressionniste, 8'' x 10''. 150 $.

SÉCHEUSE WHIRLPOOL
blanche, très propre et très bon état, 90 $.

Échos Montréal

Suite à la nouvelle réglementation mise en place par la Ville de Montréal, mettant fin aux circulaires (pour préserver l'environnement et diminuer le gaspillage de papier), nous avons mis en place un service postal dès le mois dernier remplacant celui des dernières décennies via Publisac avec notre collaborateur, l'imprimeur *Transcontinental* pour la distribution du Journal. Par ailleurs, nos dépôts au nombre de 175, vont continuer dans les secteurs que nous desservons, soit le Centre-Ville, le Plateau, le Vieux-Montréal et le Centre-Sud.

Pour l'occasion, nous invitons les annonceurs des circulaires affectées à s'afficher dans Échos Montréal (gagnant de nombreux prix) **et de profiter d'un rabais spécial de 30 % pour un placement publicitaire**. N'oubliez pas que notre journal est le seul distribué mensuellement depuis 30 ans dans Ville-Marie (couvrant politique, social, culturel et reconnu pour sa qualité professionnelle et son efficacité publicitaire).

N'hésitez pas à vous informer ! 514-844-2133 ou publicite@echosmontreal.com

ANNONCER, C'EST EFFICACE !

Nous sommes le seul Journal de quartier(s) au Cœur de Montréal rejoignant près de 100 000 lecteurs Papier & Internet avec 175 dépôts et une distribution porte-à-porte par Postes Canada.

Nous offrons depuis 30 ans des articles pertinents locaux et nationaux qui ont permis d'obtenir de nombreux prix, dont DISTRIBUTION et EFFICACITÉ PUBLICITAIRE, et un service de grande qualité.

514-844-2133
publicite@echosmontreal.com

OÙ EN EST LE MARCHÉ IMMOBILIER ?

Michèle Bouchard
Elodie Bouchard
Collaboration spéciale

L'année tire à sa fin lentement mais surement. Il fera bientôt noir plus tôt et les journées refroidissent. **L'immobilier typique ralentira pendant les prochains mois**, tout comme notre désir de sortir. Depuis le 6 septembre 2023, le taux directeur de la Banque du Canada est maintenu à 5 %. Le 25 octobre 2023, la banque du Canada a décidé de maintenir ce taux inchangé.

L'inflation a été de 3,8 % au Canada pour le mois de septembre, **mais au Québec, ce chiffre était légèrement plus élevé**, atteignant 4,8 % pour la même période. Cependant, il est à noter que le Québec se classe au 3e rang des provinces où le coût de la vie est le moins élevé au Canada, avec l'Ontario et la Colombie-Britannique figurant parmi les provinces les plus chères.

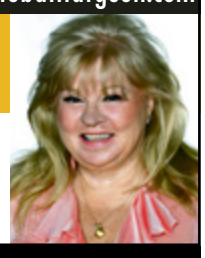
En se concentrant sur le marché immobilier de la région métropolitaine de Montréal (RMR), selon l'*Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec* (APCIQ), les ventes pour le mois de septembre 2023 sont les suivantes : les ventes résidentielles se chiffrent à 2 738 en septembre 2023, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport à 2022. Toutefois, il est important de noter que ce niveau d'activité est inférieur à la moyenne historique pour cette période de l'année. **De plus, les prochaines lignes rapportent un portrait flatteur du marché de ces jours-ci, mais attention, les statistiques peuvent être trompeuses quand présentées par les grands médias** et je l'expliquerai plus tard.

L'activité transactionnelle selon les catégories de propriétés varie entre +5 % et +13 % pour le mois de septembre. Avec 1 391 transactions, le nombre d'unifamiliales ayant été transigées est en hausse de 5 % par rapport à septembre 2022. Les copropriétés et les petites propriétés à revenus, en atteignant 1 068 ventes et 276 ventes, établissent pour leur part une croissance des ventes, avec une hausse de 13 % dans les deux cas.

Les inscriptions en vigueur enregistrent une augmentation au cours du mois de septembre, soit 10 % de plus qu'il y a un an. Ainsi, 16 398 inscriptions s'affichent sur le territoire de la RMR de Montréal en septembre 2023.

En ce qui concerne les prix médians, tous montrent une croissance par rapport à septembre 2022. En septembre 2023, le prix médian des unifamiliales est de 549 000 $, ce qui représente une hausse de 3 %. Les copropriétés affichent un

carolebaillargeon.com
Century 21 IMMO-PLUS
MAÎTRE VENDEUR 2022
CAROLE BAILLARGEON
Courtier immobilier agréé
514-912-5343
ÉVALUATION GRATUITE



VOIR P. 13

LOCATIONS

425 RACHEL EST – Plateau Mont Royal, local commercial de plus de 5000 pc en incluant l'entre-sol, 3095 pc au rez-de-chaussée, pignon sur rue avec 2 entrées, grandes vitrines, plafond haut. MLS 12578044. **6 500 $ + tx / M (36 mois)**

54 LE ROYER OUEST – Magnifique local commercial, plus de 3000 pc, sur plusieurs niveaux, entrée privée, 8 bureaux fermés, salle de conférence, autre espace ouvert et plus encore. MLS 25360026. **8 500 $ + tx / M**

455 ST-PIERRE #170 – Le Caverhill, luxueux condo entièrement meublé et équipé, sur 2 niveaux, 2 chambres, 2 salles de bain et garage, tout inclus. MLS 13349943. **3 250 $ / M - NOUVEAU PRIX - LIBRE**

Sutton
GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST
www.sutton.com

MICHÈLE BOUCHARD / 514-933-5800 COURTIER IMMOBILIER / GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST INC. • mbouchard@sutton.com • VISITEZ LES TOURS VIRTUELS : MBOUCHARD.CA

prix médian de 402 000 $, enregistrant une augmentation de 6 % pour le même mois. Quant aux plex, leur prix médian est de 730 000 $, ce qui représente une hausse de 7 % par rapport à septembre 2022.

Sur une base mensuelle consécutive, l'évolution des prix médians est plutôt stable par rapport à août 2023. Si **les petites propriétés à revenus et les copropriétés ont connu** de légères variations positives par rapport au mois précédent (+1 % et +2 %), le prix médian des unifamiliales a légèrement reculé (-2 %).

Cependant, il convient de rester vigilant par rapport aux statistiques. **Bien que le portrait actuel puisse donner l'impression que le marché immobilier est en plein essor, les données annuelles révèlent une situation différente**, avec une baisse des transactions pour les condos de -21 %, des multilogements de -20 % et des unifamiliales de -8 % (chiffres pour l'Île de Montréal). Les prix connaissent également une baisse : les condos affichent une baisse de 2 %, les multilogements de 5 % et les unifamiliales de 2 %. Ainsi, le mois de septembre semble offrir un répit, mais les données annuelles montrent les efforts déployés pour **rééquilibrer un marché immobilier qui s'était enflammé pendant la pandémie**.

La situation actuelle au Canada est caractérisée par **des taux d'intérêt élevés, ce qui a eu tendance à dissuader les investisseurs du marché immobilier**. Cette situation contribue à équilibrer la demande immobilière. Les données de l'Association canadienne de l'immobilier (ACI) indiquent que les ventes nationales de maisons existantes ont chuté en septembre 2023.

Bien que la baisse en elle-même ne soit pas significative, elle est associée à un stock important de propriétés existantes, ce qui nécessite une attention particulière. **Les conditions du marché immobilier se refroidissent** rapidement, à tel point que les principales banques du Canada prévoient une baisse des prix de l'immobilier.

Dans l'ensemble, il semble que le marché immobilier connaisse une période de normalisation. ■

Contact : mbouchard.ca
mbouchard@sutton.com • ebouchardimmo@gmail.com

Century 21 IMMO-PLUS Agence immobilière
CAROLEBAILLARGEON.COM
ÉVALUATION GRATUITE !
Courtier immobilier agréé
MAÎTRE-VENDEUR 2023
Centurion : 2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2011-2012-2013
Temple de la renommée 2007
1980, Notre-Dame Ouest
CAROLE BAILLARGEON
514-912-5343
RÉSIDENTE PENDANT 14 ANS DU VIEUX-MONTRÉAL

306-LE-ROYER-EST-202.COM

LE ROYER ST-CLAUDE, condo de 2 ch, salon et s.à.m. à aire ouverte, coin repas, balcon, garage.
2700 $ / Mois MLS 28610712

1000-DE-LA-COMMUNE-E-708.COM

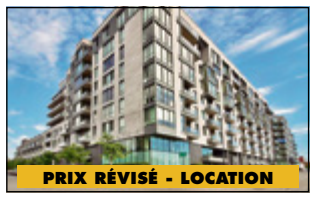
L'HÉRITAGE DU VIEUX PORT, condo 2 ch, salon, s.à.m. aire ouverte, garage, piscine, sauna, gym.
3650 $ / Mois MLS 14555379

405-PRINCE-ARTHURO-5.COM

CONDO, 1 ch, salon, s.à.m. et cuisine à aire ouverte, à pied de Université McGill, **prix révisé**.
348 000 $ MLS 15424545

1320-RUEOLIER-302.COM

CONDO, 1152 pc, 2 chambres, 2 sdb, cuisine, salon, s.à.m aire ouverte, balcon, garage, pisc, gym.
950 000 $ MLS 21341303

370ST-ANDRE-610.COM


SOLANO, condo de 2 chambres, salon, cuisine et s.à.m. à aire ouverte, balcon, garage.
2 700 $ / Mois MLS 15120240

70DELABARRE-1104.COM

ESTUAIRE, 1070 pc, 2 ch, salon / s.à.m. aire ouverte, vue sur Fleuve, balcon, garage, piscine, gym.
450 000 $ MLS 13322235

BRÈVES IMMOBILIÈRES

LA VILLE DE MONTRÉAL RECONNAÎT LE QUARTIER CHINOIS COMME LIEU HISTORIQUE

En 2021, Montréal a formé un comité à la demande du Ministère de la Culture et des Communications, en réponse aux préoccupations de la communauté et d'organismes patrimoniaux quant à l'impact de la pression immobilière accrue sur le caractère patrimonial du Quartier chinois. **Sa mission était de définir les moyens et les outils à déployer** à différentes échelles et dans les meilleurs délais **pour la protection** de l'authenticité **du patrimoine**, de l'identité, des caractéristiques, de la spécificité des attraits et des pratiques culturelles **du Quartier chinois de Montréa**l.

Le comité a formulé cinq recommandations pour reconnaître le Quartier chinois, « secteur unique, dynamique et chargé d'histoire... et seul quartier chinois francophone en Amérique du Nord », ainsi que l'ancien Faubourg Saint-Laurent, à titre de lieux historiques reconnus. L'adoption officielle de ce règlement d'identification devrait se faire officiellement en 2024, à la suite d'une séance publique aux environs du mois de novembre. ■

DATE DE TOMBÉE : 05 DÉCEMBRE 2023

PROCHAINE PARUTION : 14 DÉCEMBRE 2023

ÉCHOS MONTRÉAL est distribué gratuitement à près de 100 000 lecteurs

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

276, rue Saint-Jacques
Bureau 832
Vieux-Montréal (Qc)
H2Y 1N3

Tél. : 514-844-2133
publicite@echosmontreal.com
redaction@echosmontreal.com

Éditeur : Échos Montréal

Président : Vincent Di Candido

Directeur administratif : François Di Candido

Ventes et Marketing : Bertin St-Amand, François Di Candido, CPS Media

Journalistes : Mercedes Domingue, Samuel Larochelle, Lilian Largier, Michel T., Alexis Bataillé

Collaboration spéciale : Michèle et Elodie Bouchard

Conception graphique : François Sauriol

Distribution : Postes Canada, Échos Distribution, Messageries dynamiques

Impression : Transcontinental

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada, ISSN : 1198-8517

Tirage certifié CAMECQ
AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec
Ville-Marie Montréal

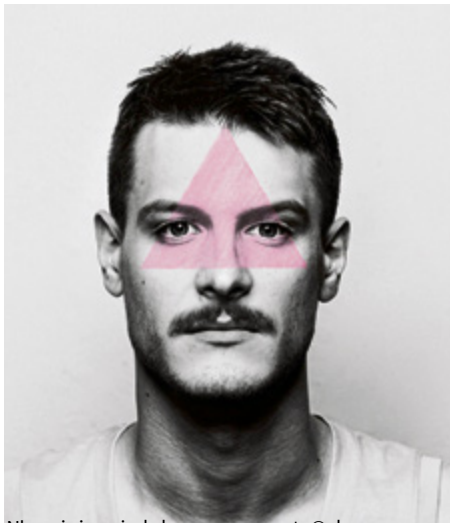
Participation financière du ministère de la Culture et des Communications
Financé par le gouvernement du Canada
Canada

À NE PAS MANQUER EN DÉCEMBRE
■ C'est le temps de bilans ! ■ Festivités de fin d'année

SE RÉFUGIER SOUS L'ÉDREDON DE LA CULTURE

Samuel Larochelle

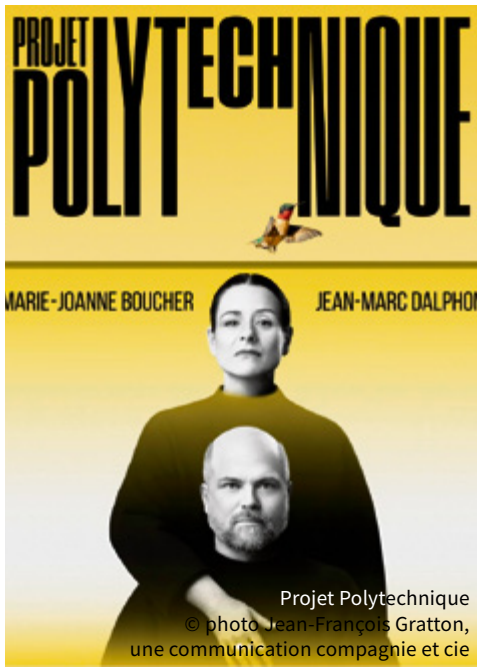
L'automne progresse, les couches de vêtements s'ajoutent, les corps se réunissent dans les salles pour se réchauffer et savourer une fois de plus ce plaisir de vivre une expérience commune avec leurs contemporains. Pour orienter la vie culturelle du prochain mois, voici les occasions qui nous donnent le plus envie de quitter le confort de nos salons.



N'essuie jamais de larmes sans gants © duceppe.com

Certains théâtres de la métropole ont réservé leurs gros canons pour égayer la grisaille de la fin d'automne, à commencer par **Duceppe**. *N'essuie jamais de larmes sans gants* (6 au 17 décembre) est la pièce que nous attendons avec le plus d'impatience cette année, voire depuis plusieurs années. Adaptation théâtrale du best-seller de l'auteur suédois Jonas Gardell, la production a d'abord été présentée au **Trident** de Québec, poussant des dizaines de personnes montréalaises à rouler sur la 20 pour la voir. On les comprend ! Non seulement le roman d'origine raconte de manière extrêmement poignante et informative l'arrivée du VIH à Stockholm et à travers la Suède, un pays nordique aux réalités similaires avec le Québec, mais on se sent également en confiance avec Alexandre Fecteau à la mise en scène, ainsi que des interprètes comme Olivier Arteau, Samuel La Rochelle (pas l'auteur de ces lignes), Véronique Côté (qui signe également l'adaptation) et Maxime Robin. Le spectacle dure 3 h 30 et on est prêt à vivre chaque minute!

Toujours chez **Duceppe**, notons la version théâtrale de *Whitehorse* (28 novembre au 16 décembre), le roman graphique de Samuel Cantin salué par la critique et le public. Caricature du milieu artistique québécois, satire des relations toxiques, de l'ambition, de la jalousie et de notre peur de la mort, la pièce nous plonge dans l'univers de Laura et Henri, lorsqu'elle annonce à son amoureux qu'elle a obtenu un rôle majeur dans le prochain film d'un grand réalisateur : une nouvelle qui transforme l'écrivain raté en monstre et qui ébranle les fondations du couple. Mentionnons également les reprises du grand succès *Run de lait* (22 au 26 novembre), le plus que brillant théâtre documentaire qu'a conçu Justin Laramée sur les coulisses de la production laitière.



Projet Polytechnique © photo Jean-François Gratton, une communication compagnie et cie

Autre spectacle très attendu au **TNM** : *Projet Polytechnique* (14 novembre au 13 décembre), sur le drame qui a secoué le monde le 6 décembre 1989. Près de trois décennies plus tard, le 6 décembre 2018, le comédien Jean-Marc Dalphond a publié sur *Twitter* le nom des 14 victimes du féminicide, incluant celui de sa cousine Anne-Marie Edward. Il a également remercié la comédienne Marie-Joanne Boucher d'avoir publié sur *Facebook* un court texte sur la nécessité de transmettre aux garçons des valeurs qui pourraient prévenir des massacres semblables. Constatant ensuite que la publication génère une déferlante de haine, elle lui a proposé de créer une pièce documentaire sur l'événement tristement célèbre et ce qui en découle depuis.

Dans un tout autre registre, le **Théâtre Denise-Pelletier** propose une plongée dans le monde des monarques avec *Le Roi danse* (14 novembre au 9 décembre), une adaptation d'Emmanuelle Jimenez, mise en scène par Michel-Maxime Legault. On assiste ici à la prise de pouvoir concrète de Louis XIX, qui a accédé au trône avant d'avoir cinq ans et qui laissait sa mère, Anne d'Autriche, tirer les ficelles. Le voici plus vieux et porté par l'envie de remplir son pays de beauté, en faisant appel à Molière le dramaturge et Lully le compositeur : deux artistes qui servent le pouvoir de manières bien différentes. On remarque aussi la présence de Debbie Lynch-White à **l'Espace Go** dans *Tremblements* (14 novembre au 2 décembre) et celle de Christine Beaulieu au **Prospero** dans *Insoutenables longues étreintes* (5 au 16 décembre).

Confessions Publiques © Usine C

On ne peut passer sous silence la réunion de la chorégraphe Mélanie Demers et de la danseuse Angélique Willkie dans *Confessions publiques* à **l'Usine C** (23 au 30 novembre) ; la version symphonique des œuvres *d'Harmonium* (16 au 18 novembre) à **l'Église Saint-Jean-Baptiste** avec les musiciens de **l'Orchestre symphonique de Montréal** et la cheffe Dina Gilbert, ainsi que le 20e anniversaire du concert de Noël de *Bruno Pelletier avec l'OSM* qui est devenu l'un des albums les plus vendus de l'histoire, **à la Basilique Notre-Dame** (29 et 30 novembre). ■

COMMANDITE

LE CHEMIN DIFFICILE DE LA LANGUE FRANÇAISE

On pourrait penser que c'est un phénomène tributaire de notre époque contemporaine moderne mais en réalité, les difficultés pédagogiques en ce qui concerne l'apprentissage et l'enseignement de la langue française ne datent pas d'hier. **Dès les années '60, on pouvait dénoter une certaine improvisation dans la stratégie et dans les directives du Ministère de l'Éducation, qui se transposera également au niveau des commission scolaires, des cégeps, et des professeur.e.s eux-mêmes**.

Par exemple, avec l'émergence de nouvelles technologies médiatiques, on décida de remplacer en partie l'enseignement « traditionnel » et de tabler un peu plus sur les technologies considérées comme plus « dynamiques » pour mettre en place des technologies comme la télé, les cassettes vidéo, le magnétophone, etc... Comme on peut voir, on n'a pas attendu l'avènement des téléphones « intelligents ».!. Déjà à l'époque, cette orientation vers le supposé « modernisme » résultera en une certaine atrophie pédagogique de matières conventionnelles comme l'Histoire, ou la Grammaire. Tout commence déjà à se faire d'une manière plus mécanique, avec la complaisance d'ailleurs de bon nombre de professeurs, qui voient dans les travaux d'écriture une forme de bourgeoisie de droite, ou le produit d'un colonialisme issu du passé. **C'est un constat préoccupant que mentionnait déjà en 1975 l'ancienne chroniqueuse Lysiane Gagnon du Journal *La Presse*, dans une brochure éditée par le journal sur « *Le drame de l'enseignement du français* ».**

BEAUCOUP DE PARENTS SONT CONSTERNÉS PAR CES SIMPLES RÉSULTATS, ALORS QU'ON DÉPLORE UNE DÉTÉRIORATION ÉVIDENTE DE LA QUALITÉ ORTHOGRAPHIQUE AFFICHÉE PAR LES ÉLÈVES, L'IGNORANCE DES ACCORDS EN GENRE ET EN NOMBRE, UNE CONFUSION SYNTAXIQUE ÉVIDENTE, ET UNE INCAPACITÉ À ASSIMILER LES RÈGLES GRAMMATICALES BASIQUES

Et malheureusement, dès l'application de ces modifications des formats d'enseignements, les résultats médiocres de ces changements n'ont pas tardé, avec une majorité d'étudiants désormais incapables d'écrire un simple paragraphe en français sans faire de multiples fautes d'orthographes. On y voit là un évident écho avec la situation dramatique qui sévit en Éducation ces dernières années n'est-ce pas ? Et déjà l'époque, **beaucoup de professeur.e.s** ont la même réaction que leurs homologues modernes, **indiquant préférer fermer les yeux sur plusieurs fautes. Une indulgence aberrante qu'ils / elles déclarent nécessaire devant l'ampleur du nombre de copies qui ne répondent pas aux critères de base, afin de pouvoir donner la note de passage et de ne pas occasionner des vagues massives d'échecs généralisés**.

Beaucoup de parents sont consternés par ces simples résultats, alors qu'on déplore une détérioration évidente de la qualité orthographique affichée par les élèves, l'ignorance des accords en genre et en nombre, une confusion syntaxique évidente, et une incapacité à assimiler les règles grammaticales basiques. On est également choqués par la disparition graduelle de la bonne vieille dictée ponctuelle, croyant avec raison que c'est au contraire un outil pédagogique essentiel à l'apprentissage de la langue française et pour évaluer la progression des élèves pendant l'année. Plus atterrant encore, un nombre croissant de professeurs révèlent ne pas soucier vraiment de ces piètres résultats, indiquant leur croyance que le « français n'est pas vraiment la langue des Québécois ».!.

Or, l'amplitude de cet échec ne fera hélas que s'étendre davantage encore au fil des gouvernements successifs, qui tous échoueront dans leur tentative de résorber cette faillite pédagogique dans l'enseignement de la langue de Molière. Face à de tels insuccès (c'est un euphémisme !), s'échelonnant sur plusieurs décennies, la CAQ de François Legault, **le Ministre de l'Éducation Bernard Drainville et le Ministre de la langue française Jean-François Roberge ont affiché la volonté de revenir avec des réformes traditionnelles et des critères de base. On est déterminés à retrouver une qualité d'écriture, d'histoire et de grammaire**, dans le respect des plus élémentaires principes d'éducation et avec moins de complaisance permissive dans l'évaluation des résultats.

En corollaire de cette volonté de remise à niveau pédagogique, on souhaite aussi continuer à favoriser des communications modernes, plus proches des centres d'intérêt des jeunes, mais en s'affranchissant de l'influence et des lubies wokistes, dont une écrasante majorité de gens sont excessivement las et agacés.

Le Gouvernement devra continuer à se montrer solide et opiniâtre pour contrer les sempiternels opposants habituels réfractaires à toutes velléités de réforme. Car **au final, il s'agit de l'héritage d'un peuple francophone qui se bat depuis des centaines pour la survie de sa langue et la sauvegarde de son identité, de sa culture** ; et qui, comme le petit village d'Astérix le Gaulois ceinturé par les Romains, est entouré de toutes parts par un continent anglophone. La Province de Québec ne peut se permettre le moindre relâchement. Protéger sa langue est une nécessité qui requiert toute sa vigilance, et toute la force de sa nation, de son peuple.

Et notre journal Échos Montréal, en existence depuis 1993, apporte depuis trente ans sa modeste contribution à ce combat identitaire, par de multiples projets, articles, chroniques & éditoriaux. Dont le projet de cette année, en proposant un concours de langue française dans les écoles secondaires de Ville-Marie, sous le thème « ***Le français, une langue qu'on aime*** **!** », qui a reçu l'aval du Gouvernement du Québec et du Ministère de la Justice et de la langue française.

Avec également la coopération de la Ville de Montréal, des professeurs et de la CSSDM (Centre des services scolaires de Montréal), **le concours pour cette première année s'adresse aux élèves de Secondaire 3**, où des dizaines d'étudiants et de potentiels journalistes en herbe **composeront un texte, avec à la clé non seulement des prix de participation mais aussi pour trois d'entre eux la chance de voir leurs textes être publiés dans notre journal**.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans la démarche générale de réforme scolaire du Québec, et permettra par ailleurs de mettre en lumière l'état général de maîtrise de notre langue, grâce au panel de juges qui évalueront les textes. Ceux-ci pourront ensuite émettre une brève analyse, dans un rapport que nous acheminerons subséquemment au Ministre de la langue française Jean-François Roberge pour le début 2024, avec en même temps l'espoir que cela constituera un outil de qualité pour aider à la réforme éventuelle, ainsi qu'aux diverses mesures devant être prônées pour la défense de notre magnifique langue. ■

MICHÈLE BOUCHARD / 514-933-5800

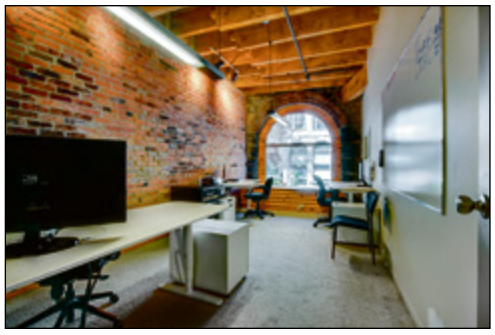
Courtier Immobilier Résidentiel & Commercial
514-983-5695 • mbouchard@sutton.com

ELODIE BOUCHARD

McGill BCom, Courtier Immobilier Résidentiel & Commercial
514-688-5695 • ebouchardimmo@gmail.com

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET : **MBOUCHARD.CA**

Sutton
GROUPE SUTTON
CENTRE-OUEST
sutton.com



54 LE ROYER OUEST

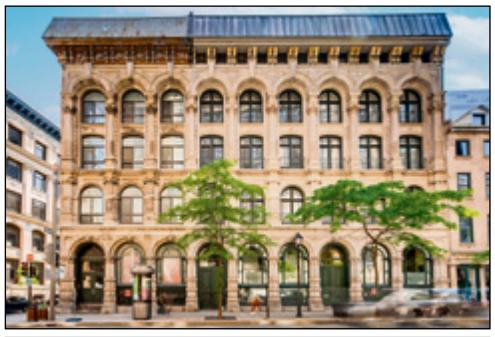
LOCAL COMMERCIAL magnifique et grand local de plus de 3000 pc situé à la Caserne, style split-level, sur plus de 2 niveaux. Ce local se trouve du côté jardin des Cours le Royer avec votre entrée privée, 7 bureaux fermés + une salle de conférence et bien plus encore.

1 050 000 $ + tx NOUVEAU PRIX
MLS # 26997348

88 CHARLOTTE # 205

Situé au coeur du quartier des spectacles et du centre-ville, condo de 2 chambres, idéal pour premier achat ou investisseur, garage et rangement inclus dans le prix. Loué actuellement.

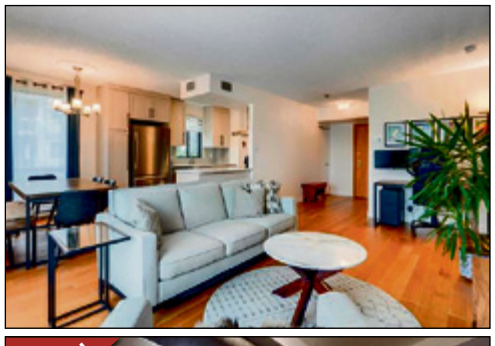
495 000 $
MLS # 28948203



404 MCGILL # 503

Grand loft de plus de 2 000 pc, à rénover, 3 chambres, cachet, planchers de bois, mur de brique, terrasse privée avec orientation Ouest.

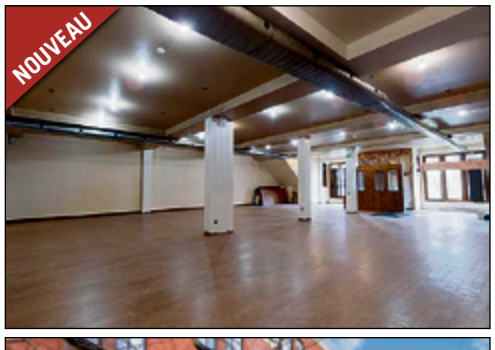
995 000 $
MLS # 288096610



7900 CH. DE LA COTE ST-LUC #410

Condo entièrement rénové, un pur bijou, 1 chambre, un coin bureau, un walk-in, cuisine avec comptoir de quartz, plancher engineering en chêne blanc, grand salon avec accès à la terrasse, ainsi qu'un garage inclus dans le prix.

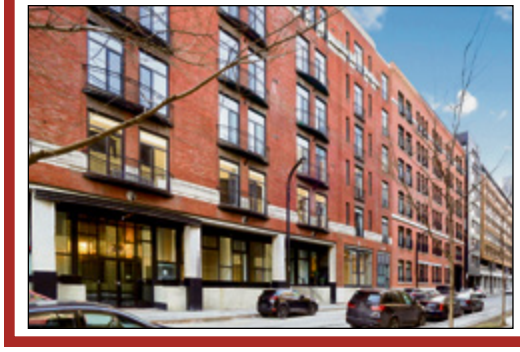
360 000 $
MLS # 11471224



425 RACHEL EST

LOCAL COMMERCIAL, localisation exceptionnelle sur le Plateau Mont Royal, très grand local commercial de plus de 5000 pc en incluant l'entre-sol, le rez-de-chaussée a 3095 pc, pignon sur rue avec 2 entrées, grandes vitrines, plafond haut.

1 189 000 $ + tx
MLS # 25603255



32 DES SOEURS GRISES

TRÈS GRAND LOCAL COMMERCIAL, comprenant 7 bureaux fermés, 2 salles de conférence, 2 salles de bain avec douche, plus des espaces ouverts, et en prime, 3 espaces de garage, localisation exceptionnelle, à quelques minutes du métro Square Victoria.

1 600 000 $
MLS # 26276304

60 DE BRÉSOLES # 119

Situé au Cours le Royer, côté De Brésoles, loft d'origine, + de 1000 pc, plafond haut, mur de briques, plancher de bois, cuisine semi ouverte donnant sur la s.à.m., ainsi que sur la très grande pièce de résistance, s.d.b. attenante à la chambre des maîtres, beaucoup de rangement, salle de lavage.

539 000 $
MLS # 19287815

65 SAINT-PAUL OUEST # 404

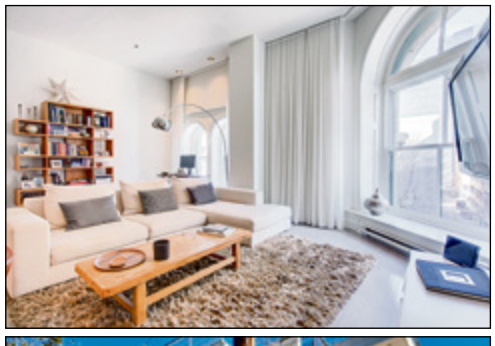
Tout simplement un bijou, magnifique loft ouvert de plus de 1200 PC, planchers de bois, poutres apparentes, murs de briques, entièrement rénové, 1 chambre , 1 salle de bain, luminosité exceptionnelle.

799 000 $
MLS # 27342904

777 GOSFORD PH 706

Penthouse, 2 ch, 2 sdb, 2 garages, 2 rangements, grande terrasse privée orientation Ouest, foyer au gaz traversant salon et chambres des maîtres, cuisine ouverte sur salon et s-à-m, électros haut de gamme, vue sur la ville et la montagne, piscine et terrasse commune sur le toit.

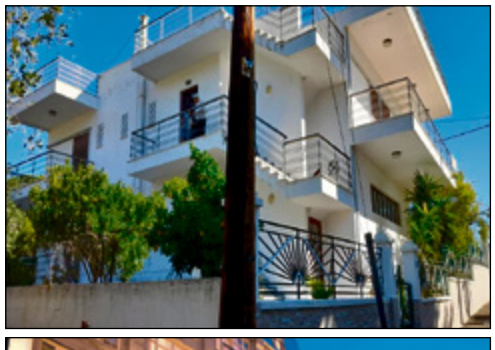
1 088 000 $
MLS # 23526404



750 CÔTE PLACE D'ARMES # 51

Condo, unité de coin, 2 chambres, 2 s.d.b., planchers de bois à l'exception de la cuisine et des s.d.b., magnifique cuisine ouverte sur la s.à.m. et le salon, comptoir de marbre, vue sur le jardin, éclairage exceptionnel. Maintenant pour investisseur - loué 3300 $/M.

799 000 $
MLS # 24269199



243 DEMOSTHENOUS - GRÈCE

Agia Marina, île d'Égine, 90 mins en bateau d'Athènes, propriété 2 étages, à 180 m d'une plage, entourée d'une forêt de pins. Au r.d.c., **5 suites au total 118 m²**, chacune avec cuisine et salle de douche, pour **louer** et au **1er**, **138,7 m²** avec 1 s.d.b., 1 salle d'eau, 4 ch, s.à.m., salon, cuisine et terrasse pour **habiter**.

638 500 $
MLS # 22749747

414 ST-SULPICE # 111, #215

CONDO-HÔTEL au St-Sulpice, situé au coeur du Vieux-Montréal, pour investisseur, vous pouvez y séjourner 67 jours par année tout en recevant des revenus mensuels.

219,000 $ + tx MLS # 14994640
255 000 $ + tx MLS # 12150531